



CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 09 DÉCEMBRE 2022

L'an deux mille vingt deux, le neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

CORRE Michel

Excusés

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
POUPON Julien (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)
RIOU Michel (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénéaïc)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
ROULLEAUX David (pouvoir à CORRE Michel)
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)
LEON Jean-Jacques (pouvoir à LE ROY Christine)

Absents

BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, NICOLAS Angélique

Conseil de Communauté du 9 décembre 2022

Délibération n°DCC2022_142

Objet	Approbation de l'avant-projet définitif (APD) pour le réaménagement de la Maison des Services Publics. Autorisation de programme-crédits de paiement (AP/CP)
Rapporteur	Jean-Luc LE SAUX
Service	Direction Générale
Thème	Services à la population

Jean-Luc LE SAUX donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le bâtiment de la Maison des Services Publics (MSP) est aujourd'hui très occupé et ne bénéficie pas de « réserve immobilière » pour développer les nouveaux espaces et ainsi répondre à de nouveaux usages ou des besoins de développement. Avec l'arrivée récente du SGC et le développement de Pôle Emploi, les capacités à recevoir de nouveaux services à la population se trouvent très limités, voire impossible.

L'organisation du bâtiment a été fonctionnelle pendant une quinzaine d'années, mais aujourd'hui les deux niveaux sont devenus beaucoup moins lisibles pour le public et ce manque d'unité des accès rend la perception des services trop difficile pour les usagers.

En effet, à l'origine la fréquentation de l'équipement était beaucoup moindre qu'actuellement. De plus, le rez-de-jardin ne devait accueillir aucun service et encore moins du public. Aujourd'hui, force est de constater que de nouveaux flux de publics irriguent le bâtiment depuis le rez-de-chaussée bien sûr, mais aussi au niveau du rez-de-jardin. Car de nombreux services recevant du public se sont installés au rez-de-jardin : CLIC, CAF, Agirc Arrco, etc.

Le bâtiment principal en date des années 1930 présente un bon état de conservation. A contrario, le parvis et la passerelle attenante présentent des marques de dégradation structurelle dont des affaissements importants. Il devient donc nécessaire de réaliser des travaux à ce niveau.

Pour ces raisons, il est nécessaire de procéder à la restructuration et la rénovation de ce bâtiment que ce soit pour rendre plus fonctionnels les rez-de-chaussée et rez-de-jardin, ou bien pour sécuriser le parvis actuel et profiter pour le rendre plus accueillant pour le public.

L'avant-projet définitif présent en annexe montre des visuels des travaux envisagés et explique dans le détail leur vocation.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,
Vu l'avis favorable de la Commission Cohésion territoriale du 25 novembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 15 novembre 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve l'avant-projet définitif tel que présenté en annexe

Article 2 : Vote le coût prévisionnel des travaux pour un montant de 785 000 €HT valeur octobre 2022

Article 3 : Autorise le Président à signer le permis de construire correspondant à cette opération et à accomplir tous les actes y afférents afin de permettre le bon déroulement de l'opération dans le respect du calendrier

Article 4 : Vote la forme d'AP/CP selon la ventilation suivante :

Total autorisation de programme 917 763,18 €

CP 2022	32 301,32
CP 2023	665 798,20
CP 2024	133 106,14
CP 2025	42 854,51 €

La dépense en résultant sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget de l'exercice en cours fonction 524 – nature 2135.

Article 5 : Autorise le président à solliciter les subventions auprès des différents niveaux territoriaux et notamment la DETR 2023 au titre d'une opération relevant d'une priorité 1 « maintien des services publics en milieu rural et services à la population »

Les aménagements prévus venant conforter la MSP dans ses fonctions d'accès et d'accompagnement des usagers à une offre de services correspondant pour une fraction croissante à des démarches concernant des administrations d'Etat (SGC, ANTS...), des organismes sociaux (CPAM, CAF) et d'insertion (PLIE, Pôle Emploi, Mission Locale, Sato intérim...)